

Publications/interventions - Sophie GRANDVUILLEMIN

Ouvrage

- *L'économie sociale et solidaire*, Archétype82 Éditions, Paris, 2^e éd., 2022, 381 pages.

Contributions ouvrages collectifs

- « L'économie sociale et solidaire, des entreprises contre l'injustice », in *L'injustice* (dir. Franck Laffaille), Éd. Mare et Martin, à paraître.
- « Fondations universitaires », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, tome 2 Droit de l'enseignement supérieur* (dir. Pascale Bertoni et Raphaël Matta-Duvigneau), éd. Mare et Martin, 2021, p. 297-301.
- « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? », in *L'entreprise à mission* (dir. Fleur Laronze), éd. PU Strasbourg, 2021, p. 195-207.
- « Violence entre entreprises et droit de la concurrence », in *La violence* (dir. Franck Laffaille), Éd. Mare et Martin, 2021, p. 161-183.
- « Philanthropie et argent : le paradoxe du capitalisme philanthropique », in *L'argent* (dir. Franck Laffaille), éd. Mare et Martin, 2020, p. 163-170.
- « Les entreprises culturelles de l'ESS », in *Droit public et culture* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), éd. Bruylant, 2020, p. 281-296.
- « Économie sociale et solidaire et marché », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Claude Lucas de Leyssac*, éd. Litec LexisNexis, 2018, p. 203-220.
- « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? », in *Utopie (s)* (dir. Franck Laffaille), éd. Mare et Martin, 2018, p. 85-99.
- « La rémunération des salariés associés coopérateurs : une originalité à double visage », in *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale* (dir. Fleur Laronze), éd. Bruylant, 2017, p. 177-190.
- « Les entreprises publiques de la filière nucléaire », in *Droit public et nucléaire* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), éd. Bruylant, 2013, p. 51-62.

Hors-séries

- « L'indemnisation des pratiques anticoncurrentielles dans les contrats publics », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, septembre 2017, 40 pages.
- « Commande publique et pratiques anticoncurrentielles », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, juin 2016, 36 pages.

Fascicules d'encyclopédie

In *Droit des marchés publics*, éd. Le Moniteur, coll. Moniteur Référence (depuis 2015) :

- « Droit des marchés publics et droit de la concurrence », fasc. III.130, avril 2021 (16 pages).
- « Champ d'action du droit écrit des pratiques anticoncurrentielles », fasc. III.133, octobre 2020 (18 pages).
- « Champ d'action du principe de liberté de la concurrence », fasc. III.135, octobre 2020 (9 pages).
- « Pratiques anticoncurrentielles - Qualification », fasc. III.140, avril 2021 (29 pages).
- « Ententes dans les marchés publics – Caractéristiques », fasc. III.143, juillet 2021 (12 pages).
- « Ententes dans les marchés publics – Typologie », fasc. III.144, juillet 2021 (25 pages).
- « Prix abusivement bas », fasc. III.146, avril 2021 (10 pages).

- « Enquêtes de concurrence », fasc. III.150, octobre 2022 (16 pages).
- « Autorité de la concurrence : saisine et instruction », fasc. III.151, octobre 2022 (22 pages).
- « Décision de l’Autorité de la concurrence », fasc. III.152, octobre 2022 (20 pages).
- « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : Autorité de la concurrence », fasc. III.153, avril 2022 (20 pages).
- « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Montant de base », fasc. III.156, à paraître janvier 2024 (25 pages).
- « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Ajustements », fasc. III.157, à paraître janvier 2024 (23 pages).
- « Sanctions des micro-pratiques anticoncurrentielles : ministre chargé de l’économie », fasc. III.158, avril 2022 (7 pages).
- « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : autres autorité », fasc. III.159, avril 2022 (11 pages).
- « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : conditions », fasc. III.160, octobre 2022 (20 pages).
- « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : procédure », fasc. III.161, octobre 2022 (15 pages).

Articles

- « Ententes lors de la passation de marchés publics : l’indemnisation du préjudice de l’acheteur », *Contrats publics*, 2021, n° 218, p. 45-50.
- « Cooperative relationships and French and European competition law », *International Journal of Cooperative Law*, n° 3, 2020, p. 83-97.
- « Les actions en dommages-intérêts », *Contrats publics*, décembre 2017, p. 62-66.
- « Être ou ne pas être une entreprise de l’économie sociale et solidaire ? Une qualification entre unité et diversité », *JCP E*, 2015, n° 46, Étude 1542, p. 17-25.
- « Le système AMAP : zone de non-droit ? », *JCP E*, 2015, n° 24, Étude 1279, p. 27-31.
- « La loi du 31 juillet 2014 sur l’économie sociale et solidaire et le droit coopératif », *JCP E*, 2014, n° 39, Étude 1478, p. 19-26.
- « La société coopérative d’intérêt collectif : un statut inutile ? », *JCP E*, 2012, n° 51-52, Étude 1775, p. 22-28.
- « Déontologie et concurrence déloyale », *Petites Affiches*, 24 novembre 2011, p. 10-13.
- « Les procédures négociées en droit français des pratiques anticoncurrentielles », *JCP E*, 2011, n° 18, Étude 1344, p. 19-31.
- « Les procédures négociées devant l’Autorité de la concurrence », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, p. 48-51.
- « Les micro-pratiques anticoncurrentielles », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, p. 37-40.
- « La procédure d’engagements, état des lieux après le Communiqué de procédure du 2 mars 2009 », *JCP E*, 2009, n° 22, Étude 1542, p. 16-23.
- « Commerce équitable : comment réguler un marché alternatif ? », *JCP E*, 2007, n° 51-52, Étude 2604, p. 34-38.
- « Une réponse aux attentes des coopératives de commerçants détaillants : l’ordonnance du 25 mars 2004 portant simplification du droit et des formalités pour les entreprises », *JCP E*, 2004, n°20-21, Actualité 101, p. 781-782.
- « L’avènement du statut de coopérative européenne : le règlement du 22 juillet 2003 », *JCP E*, 2003, n°48, Étude 1663, p. 1900-1903.
- « Le statut de coopérative de commerçants détaillants : déclin ou renouveau ? », *JCP E*, 2003, n° 20, Étude 759, p. 844-847.
- « Image et droit de la concurrence », *Communications - Commerce électronique*, avril 2003, chr. n° 11, p. 15-17.
- « Stock-options et licenciement », *JCP E*, 2002, n° 15, I, 638, p. 652-654.

Notes de jurisprudence

- « Marchés des lycées d'Île-de-France, indemnisation et compétence juridictionnelle » (Trib. confl., 16 novembre 2015, n° 4035, Région Ile-de-France), *Contrats Publics*, février 2016, p. 63-66.
- « Deuxième application de la clémence par le Conseil de la concurrence » (déc. n° 07-D-48 du 16 décembre 2007), *JCP E*, 2008, n° 9, Actualité 108, p. 3-4.
- « Confirmation des sanctions infligées aux trois opérateurs de téléphonie mobile pour ententes » (CA Paris, 12 décembre 2006), *JCP E*, 2007, n° 6-7, 1179, p. 18-22.
- « Le préjudice du salarié bénéficiaire de stock-options licencié sans cause réelle et sérieuse qui n'a pu lever les options (Cass. Soc., 16 mars 2005), *JCP E*, 2005, n° 22, 820, p. 904-906.
- « Le Conseil d'Etat se démarque du Conseil de la concurrence (CE, 16 juin 2004), *JCP E*, 2005, n° 7, Jurisprudence 277, p. 280-283.
- « Stock-options et licenciement abusif (Cass. Soc., 29 septembre 2004), *JCP E*, 2004, n° 52-53, Jurisprudence 1902, p. 2081-2083.
- « Le maître du jeu abusait de sa position dominante (Cass. Com., 10 décembre 2003), *JCP E*, 2004, n°19, Jurisprudence 694, p. 766-769.
- « Statut de l'UGAP et droit de la concurrence (CA Paris, 13 janvier 1998, *UGAP/CAMIF*), *JCP G*, 1998, n° 52, II, 10217, p. 2276-2280, et *JCP E*, 1999, p. 375-379.

Éditorial

- « Le droit des pratiques anticoncurrentielles, une arme à saisir », *Contrats publics*, 2021, n° 218, p. 3.

Interventions colloques / conférences (depuis 2017)

- « L'économie sociale et solidaire, des entreprises contre l'injustice » : intervention au Colloque *L'injustice*, Université Sorbonne Paris Nord, UFR DSPS, 31 mars 2023.
- « Propos introductifs » : colloque international et interdisciplinaire *Les entreprises sociales*, USPN-IRDA-IRIS-Structure Fédérative Les Communs, Campus Condorcet, 9-10 novembre 2022 (coorganisé avec Constance PERRIN-JOLY).
- « Les structures de l'ESS » : Webinaire X-Solidarités et X-Développement durable (Alumni École Polytechnique), 11 mars 2021.
- Présentation de mon article « Cooperative relationships and French and European competition law » : Webinaire pour le lancement du troisième numéro de la revue *International Journal of Cooperative Law*, 15 décembre 2020.
- « Les formes juridiques de l'ESS » : conférence, Master 2 Science politique - Gouvernance mutualiste, Université Paris Saclay-UVSQ, 22 janvier 2020.
- « Comment les choix juridiques contribuent-ils aux engagements des entrepreneurs ? » : intervention à la Conférence *L'engagement des entrepreneurs*, France Active-Le Monde, 3 octobre 2019, Paris.
- « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? » : intervention au Colloque *L'entreprise à mission*, Plate-forme RSE, 2 mai 2019, Paris.
- « Philanthropie et argent » : intervention au Colloque *L'argent*, Université Paris 13, UFR DSPS, 1^{er} avril 2019.
- « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? » : intervention au Colloque *Utopie(s)*, Université Paris 13, UFR DSPS, 16 mai 2017.